

Perspectives de la jeunesse pour 2022 : Un essai du personnel jeunesse de l'équipe Recherche et politiques et du Conseil des jeunes du CCRJ



Département de la recherche et des politiques du CCRJ
Toutes les erreurs sont nôtres.



Canadian Council for Youth Prosperity
Conseil Canadien pour la Réussite des Jeunes

question 13
janvier 2022

Au début de l'année 2022, le Canada a subi une nouvelle vague de la pandémie de Covid-19, cette fois déclenchée par le variant Omicron, et la plupart des provinces ont mis en place une série de mesures de distanciation physique. Lorsque le variant Omicron s'est répandu en décembre, son approche scientifique a fait l'objet de nombreuses spéculations et incertitudes, de même que les mesures que les gouvernements ont prises pour faire face à la propagation.

Il va sans dire qu'en 2022, la pandémie de Covid-19 constitue le plus grand défi pour l'ensemble des Canadien·ne·s (y compris les jeunes de 15 à 29 ans), de sorte que toutes les questions présentées ici s'inscriront dans le « contexte de la Covid ». Certaines de ces questions étaient déjà présentes avant la pandémie et ont été exacerbées par celle-ci, mais au moment de la publication de ce document, deux années civiles et académiques se seront écoulées depuis le début de cette pandémie et des mesures de confinement modifiées auront été prises dans tout le pays, d'où l'accent mis sur les enjeux des jeunes exacerbés par la Covid-19 et découlant de celle-ci. Le thème le plus important pour les jeunes en 2022 sera l'imprévisibilité et ses effets négatifs sur toutes les parties prenantes du développement économique et professionnel des jeunes. En raison de la possibilité de nouveaux variants plus transmissibles, il est difficile pour les jeunes, leurs parents/systèmes de soutien, les écoles et les employeurs de faire des plans économiques en raison de l'incertitude due à l'évolution du virus. Essayer de suivre les changements et les mises à jour est également fatigant, la fatigue étant un autre thème récurrent de l'année et demie écoulée et de l'année 2022. L'incertitude et la fatigue qui en découlent sont des thèmes non seulement pour les réponses à la pandémie de Covid-19, mais aussi pour le travail des jeunes, l'éducation et le développement économique dans son ensemble, la plupart des solutions - y compris celles proposées ici - étant essentiellement temporaires en attendant la fin de la pandémie.

La pandémie dans son ensemble a obligé les jeunes à retarder les plans et les objectifs qu'ils ou elles s'étaient fixé-e-s, surtout à un moment de leur vie qui est censé être celui du développement, de l'exploration et de la croissance professionnelle et personnelle. Malgré nos résultats relativement bons en matière de vaccination, le variant Omicron et les mesures de confinement qui ont suivi ont refroidi l'ambiance et l'optimisme que les jeunes pouvaient avoir à l'approche de 2022. Pour avoir une meilleure idée de ce que ressentent les jeunes, l'équipe Recherche et politique du CCRJ s'est entretenue avec les membres du Conseil des jeunes du CCRJ, et leurs sentiments et réponses ont été inclus dans cet essai.

« Je n'ai pas vraiment d'espoir. Je ne veux pas me faire de faux espoirs parce que je pense que l'année dernière a été très décevante... Même en essayant de planifier quoi que ce soit, il est difficile de se tourner vers l'avenir » - Paige, Conseil des jeunes du CCRJ

Natalie, membre du Conseil des jeunes du CCRJ et titulaire d'un diplôme de comptabilité (21 ans), se souvient qu'au moment du recrutement des comptables, elle avait l'impression qu'il y avait trop de candidatures qualifiées pour un nombre limité d'opportunités. En conséquence, elle s'est décidé à « postuler à tout pour élargir mes possibilités... et à foncer ». Elle a finalement décidé de retarder l'obtention d'un emploi à temps plein après l'obtention de son diplôme en raison des effets de la pandémie de COVID-19 sur ses études et ses perspectives de travail, essayant essentiellement d'attendre la fin de la pandémie avant de prendre une décision tout en réfléchissant à ses options.

« J'ai aussi changé ma recherche d'emploi pour chercher des choses que je n'aimerais pas vraiment faire... entrer dans l'économie des petits boulots semble être la seule option possible. » - Paige

Une autre question pertinente en 2022 qui touche les jeunes en raison de la pandémie est l'augmentation du coût des produits de base comme la nourriture et d'autres nécessités, c'est-à-dire l'inflation au Canada, ainsi que les ruptures de la chaîne d'approvisionnement et de la logistique à travers le monde. [L'inflation \(indice des prix à la consommation\) s'élevant à 4,8 %](#) au moment de la rédaction du présent rapport en janvier, l'effet le plus évident de cette inflation est la réduction du pouvoir d'achat des jeunes, car les choses sont encore plus chères. En plus d'affecter le pouvoir de gain et de dépense direct des jeunes, l'inflation affecte également les systèmes de soutien des jeunes. Comme les [jeunes mettent plus de temps à s'établir de manière indépendante](#), elles et ils comptent souvent sur le soutien de leurs parents et/ou d'autres membres de la famille. Ainsi, l'augmentation du coût de tout, de l'épicerie aux appareils ménagers en passant par l'essence, signifie que les systèmes de soutien des jeunes sont moins en mesure de les soutenir comme ils le feraient normalement, car leurs propres coûts ont augmenté. Bien que l'inflation s'applique à tout le monde, elle a non seulement un effet démesuré sur les jeunes parce qu'ils ou elles sont au début de leur parcours de revenus respectifs, mais aussi parce que les différents groupes de jeunes sont confrontés à des défis et des perspectives différents en fonction de leurs vulnérabilités particulières.

Les jeunes dans l'éducation

Pour le sous-ensemble des jeunes en formation, les plus grands défis proviennent des ajustements à la pandémie. Le grief le plus courant pour les étudiant·e·s est que tous les cours et l'essentiel de leur expérience éducative soient entièrement virtuels, même si cet arrangement convient à certains pour des raisons de handicap (accessibilité) et de coûts liés aux déplacements.

Pour les jeunes au secondaire, trop de temps libre les a fait régresser en limitant leur expérience éducative et [en provoquant des pertes d'apprentissage](#) qui peuvent avoir des [effets persistants](#) sur leur progression et leur réussite scolaires ultérieures. De plus, avec le variant Omicron qui se propage facilement, les enseignant·e·s peuvent accuser des absences pour cause de maladie. Ainsi, même si l'enseignement en classe est rétabli avant la fin de l'hiver, l'enseignement et la structure seront décousus, ce qui constitue une mauvaise expérience pour toutes les personnes concernées. Pour les étudiant·e·s de l'enseignement supérieur, ce que l'on a appelé « l'université virtuelle » est fastidieuse et il y est plus difficile de maintenir le même niveau d'engagement et de motivation que lors de l'apprentissage en personne. Il est également plus difficile pour les jeunes de construire leurs réseaux sociaux et académiques par le biais de « l'université virtuelle » qu'en personne, parce que les mêmes types de connexions formées en s'asseyant dans la même section de la classe et en allant à la bibliothèque ensemble, ne sont pas aussi facilement formées derrière un écran.

Pour les étudiant·e·s de l'enseignement supérieur, ce que l'on a appelé « l'université virtuelle » est fastidieuse et il y est plus difficile de maintenir le même niveau d'engagement et de motivation que lors de l'apprentissage en personne. Il est également plus difficile pour les jeunes de construire leurs réseaux sociaux et académiques par le biais de « l'université virtuelle » qu'en personne, parce que les mêmes types de connexions formées en s'asseyant dans la même section de la classe et en allant à la bibliothèque ensemble, ne sont pas aussi facilement formées derrière un écran. Les restrictions imposées aux événements en personne signifient également que les jeunes qui comptaient sur les salons de l'emploi et des carrières et les assemblées publiques pour créer des réseaux ou postuler à des emplois ne peuvent plus le faire, ce qui rend encore plus difficile l'accès aux secteurs qu'ils ou elles souhaitent. Un autre problème de « l'Université Zoom » est que les étudiant·e·s se sentent défavorisé·e·s, car ils ou elles paient les mêmes frais pour l'école, alors qu'ils ou elles ne bénéficient que d'une fraction des services et ne vivent pas la même expérience non académique. C'est également un problème d'un point de vue personnel et professionnel, car c'est en dehors des cours que l'on vit la plus grande partie de « l'expérience universitaire ou collégiale », ainsi que le « réseautage », c'est-à-dire avec les pair·e·s. C'est également le cas pour les étudiant·e·s internationaux·ales qui, en 2020/21, [ont payé en moyenne cinq fois les frais de scolarité nationaux](#), subventionnant essentiellement l'éducation des Canadien·ne·s tout en faisant une expérience canadienne et universitaire amoindrie. Cela peut rendre encore plus difficile l'obtention de l'emploi souhaité au Canada après l'obtention du diplôme, s'ils ou elles décident de rester, car les employeurs privilégient souvent l'expérience professionnelle canadienne.

« Je n'avais pas la possibilité de créer un sentiment d'appartenance à une communauté en ligne... En tant que jeune autochtone travaillant dans des communautés autochtones, nous n'avons pas un bon accès à Internet et cela est devenu un obstacle à tout travail dans ces communautés » -Tristen, CCYP Youth Council

L'expérience de la pandémie a montré aux étudiant·e·s que, même si les universités et les collèges ont ajusté leurs capacités technologiques hybrides/à distance, et dispensent un enseignement à distance, les étudiant·e·s n'ont reçu ni le type ni la qualité d'enseignement souhaités. Pour les étudiant·e·s, il semble évident que les universités et les collèges ajustent leurs modèles de recettes et de dépenses si les étudiant·e·s reçoivent des services moins bons que d'habitude.

Les jeunes en emploi

Les secteurs les plus durement touchés par la pandémie et les restrictions qui en découlent sont ceux qui embauchent le plus de jeunes et dans lesquels les jeunes acquièrent souvent leur première expérience professionnelle, à savoir l'hébergement et la restauration et le commerce de détail. Bien que les données les plus récentes de Statistique Canada sur les postes vacants en [2021 \(3e trimestre\)](#) montrent que les postes vacants ont augmenté dans presque tous les secteurs, par rapport à la même période en 2019, trois des principaux secteurs à l'origine de la croissance des postes vacants sont les deux secteurs susmentionnés qui emploient le plus de jeunes (15-24 ans) ainsi que la construction, tous des rôles où le contact est très présent. Cette incapacité des employeurs à pourvoir les emplois dans les secteurs mentionnés, malgré [l'augmentation des salaires moyens](#) offerts pour ces rôles, peut refléter une préférence accrue des jeunes pour les emplois qui leur permettent de travailler à domicile, en raison des dangers d'occuper les rôles normalement occupés par les jeunes, tels que caissier·ère, vendeur·euse au détail, serveur·euse. Elle peut également refléter l'insatisfaction des jeunes à l'égard des conditions d'emploi de bon nombre de ces rôles dans leur forme actuelle, qui paient souvent en moyenne plus que le salaire minimum (17,35 \$) mais toujours moins que la [moyenne horaire \(30,03 \\$\)](#) et, dans [certains cas](#), pas assez pour un salaire de subsistance.

Il est vrai que l'augmentation du travail à distance a été bénéfique pour certain·e·s habitant·e·s des zones rurales, car ils ou elles ont désormais accès à un bassin d'emplois plus large qu'avant la pandémie.

« Le fait d'être à distance m'a ouvert beaucoup de possibilités. Je vis sur la côte Est, dans une communauté rurale, et il n'y a généralement pas beaucoup d'opportunités dans mon domaine, mais j'ai pu obtenir beaucoup d'emplois dans mon domaine, parce que j'ai pu travailler à distance »- Elizabeth, Conseil des jeunes du CCRJ

D'autre part, cela a également contribué au sentiment de désespoir des jeunes face à leur carrière. Nabeel, Paige et Natalie, membres du Conseil des jeunes, ont dit avoir l'impression que la concurrence pour les postes pour lesquels elles et ils se sentent qualifié·e·s s'est accrue parce que les employeurs disposent d'un bassin de sélection beaucoup plus large et parfois plus qualifié qu'auparavant, et qu'en conséquence, ces jeunes envisagent de postuler dans des secteurs qu'elles et ils avaient négligés ou n'envisageaient pas, ainsi que pour des rôles dans l'économie des petits boulots, juste pour avoir quelque chose à faire.

Jusqu'à présent, nous avons parlé des étudiant·e·s et des jeunes employé·e·s. Nous devons aborder les problèmes rencontrés par une partie des jeunes dont la population a augmenté pendant la pandémie parce qu'ils sont essentiellement déconnectés de la scolarité et parfois de la recherche d'emploi, c'est-à-dire les jeunes qui ne sont pas ni en emploi, ni aux études, ni en formation (NEEF).

Jeunes NEEF

Le début de la pandémie a coïncidé avec une augmentation substantielle du nombre de jeunes ni en emploi, ni aux études, ni en formation (NEEF), ce qui indique à la fois de faibles perspectives et une faible confiance dans le marché du travail et les possibilités d'éducation, en raison du fort impact de la pandémie sur l'emploi et l'éducation des jeunes.

Bien que les taux de jeunes NEEF se soient redressés depuis lors et que les perspectives des jeunes sur le marché du travail se soient améliorées, il reste encore des lacunes. Tout d'abord, les jeunes inscrit·e·s dans les établissements d'enseignement ont vu une augmentation des inscriptions à temps partiel, tandis que l'arrêt de l'apprentissage en personne apporté par la dernière vague Omicron a mis à mal les projets d'obtention de diplôme des étudiant·e·s, en particulier ceux comportant une composante d'apprentissage en personne. De plus, si la réouverture de certains secteurs et l'exode de la main-d'œuvre qui s'en est suivi ont augmenté les perspectives d'emploi dans ces secteurs, d'autres secteurs connaissent une concurrence accrue en raison du travail à distance qui permet aux candidat·e·s de postuler dans tout le pays. De plus, les événements de réseautage sur le campus, tels que les salons de l'emploi et les présentations d'entreprises, ont été déplacés en ligne, ce qui supprime un élément clé du passage des jeunes à l'emploi après des études postsecondaires, car ces événements jouaient un rôle crucial dans l'obtention d'un emploi pour les jeunes.

L'expérience personnelle des auteur·e·s en matière d'éducation en ligne au printemps 2020 et le fait d'être un jeune NEEF à l'été et à l'automne 2020 sont concomitants avec les points mentionnés ci-dessus, car le manque d'événements professionnels en personne a rendu plus difficile la tâche d'obtenir un emploi après le diplôme, tandis que l'éducation en ligne ne jouit pas de la confiance totale des étudiant·e·s. L'expérience de l'auteur·e suggère que si le fait d'être NEEF s'accompagne de son lot de frustrations, l'apprentissage de nouvelles compétences et la persévérance sont utiles dans cette situation. Faire preuve de constance et de persévérance dans de telles circonstances peut contribuer à la réalisation des objectifs de carrière .

Relever ces défis

Pour les jeunes du secondaire, bon nombre des meilleures solutions ont déjà été proposées par les syndicats d'enseignants et se recoupent également avec les meilleures mesures de gestion de la pandémie à un stade endémique. Il s'agit notamment de s'assurer que les systèmes de filtration de l'air (HEPA) dans les écoles sont à jour et de fournir au personnel et aux étudiant·e·s des masques N95. Les mesures prises par les commissions scolaires ne suffiront pas à mettre fin à la pandémie, mais elles contribueront à ce que le personnel et les élèves se sentent mieux protégé·e·s et plus confiant·e·s au moment de quitter leur domicile. Enfin, l'Ontario a récemment adopté la Loi sur le travail [pour les travailleur·euse·s qui réduit les obstacles à la certification](#) des professionnel·le·s formé·e·s à l'étranger, y compris les enseignant·e·s leur permettant ainsi de travailler plus facilement au Canada. Cette loi pourrait être appliquée pour remédier à toute pénurie ou maladie des enseignant·e·s, comme mentionné précédemment, tout en aidant à sortir du chômage certain·ne·s de ces professionnel·le·s formé·e·s à l'étranger .

[Comme le souligne le rapport sur l'état du secteur du CCRJ sur l'enseignement postsecondaire](#), depuis le début de la pandémie, il y a eu une augmentation des inscriptions à l'enseignement postsecondaire à temps partiel par rapport à l'enseignement à temps plein. Cela montre que les jeunes s'adaptent à la qualité et aux méthodes d'enseignement qui leur sont proposées en partageant leur temps entre l'école et l'emploi et, à ce titre, ils et elles doivent être mieux soutenu·e·s dans la transition de l'école à l'emploi. Pour aider davantage les jeunes à différents stades de leur éducation, il faudrait augmenter le financement public des institutions pour les aider à développer des programmes qui correspondent aux secteurs ou aux rôles dans les secteurs confrontés à des changements démographiques, par exemple, les soins infirmiers dans le secteur des soins de santé, le secteur du transport et de l'entreposage (camionnage) et l'immobilier et la location et le crédit-bail. [1]

[1] Pour plus d'informations à ce sujet, voir [l'aperçu de décembre 2021 du CCRJ](#) sur les pénuries de main-d'œuvre.

Bien que les jeunes restent très enthousiastes à l'idée de faire carrière dans les soins infirmiers, le nombre réduit de places dans les programmes de soins infirmiers, dû à un financement universitaire limité, a mis un frein à ces ambitions, contribuant ainsi à la pénurie de personnel infirmier. Plus précisément, ces efforts pourraient être consacrés à la promotion et au soutien des collèges, car ils sont moins chers à fréquenter que les universités et sont plus directement liés à la préparation à la carrière que ces dernières. Des études récentes [de Statistique Canada](#) ont également montré que les personnes ayant un diplôme universitaire ont obtenu un diplôme collégial pour améliorer leur carrière. En améliorant les liens entre les collèges et les employeurs, les résultats sur le marché du travail pour les individus peuvent être améliorés et une source d'inadéquation du marché du travail peut être éliminée.

Pour que davantage de jeunes s'intéressent aux secteurs susmentionnés, il est nécessaire d'améliorer les conditions d'emploi dans tous les domaines. Les conditions d'emploi désignent les responsabilités et les avantages convenus pour un emploi, entre l'employé-e et l'employeur, par exemple, les salaires, les heures supplémentaires, les avantages et les assurances. Les emplois dans des secteurs tels que l'hébergement et la restauration, le commerce de détail et les soins de santé comme les soins infirmiers font souvent l'objet de [plaintes de la part des travailleur·euse·s](#) concernant les conditions d'emploi, allant d'un salaire insuffisant à une surcharge de travail. L'augmentation du salaire minimum pour les secteurs réglementés par le gouvernement fédéral, mise en œuvre en 2021, est un pas dans la bonne direction, bien qu'elle ne couvre pas beaucoup de jeunes, car ils ou elles sont si peu à travailler dans ces secteurs réglementés par le gouvernement fédéral. Les provinces doivent donc faire leur part en augmentant les salaires minimums afin de réduire l'écart entre les salaires minimums provinciaux et les salaires décents. À moins d'un changement radical de politique, les entreprises/employeurs eux-mêmes pourraient jouer un rôle. Des mesures temporaires comme la prime de risque/bonus (hero pay [paie de héros]), une augmentation de salaire de 2 dollars de l'heure pour les travailleur·euse·s de l'épicerie introduite en 2020 puis retirée, devraient être rendues permanentes. Les grandes chaînes d'épicerie, par exemple Loblaws, peuvent maintenir ce système pour inciter les gens à rester et à postuler à ces postes à haut risque et à contact élevé, étant donné [la demande des employé·e·s](#) et les bénéfices et primes records des cadres.

comme un service essentiel – afin de leur donner un accès égal aux opportunités plus larges désormais disponibles à distance, c'est-à-dire de combler le fossé numérique. En outre, il pourrait être plus facile pour les jeunes qui cherchent à se lancer dans des secteurs vieillissants à forte demande de main-d'œuvre, comme le camionnage et la logistique, ou dans des secteurs en expansion, comme la finance et les assurances. La formation à la conduite d'un camion coûtant entre 6 000 et 12 000 dollars, des programmes de subvention plus nombreux, comme [le programme Career ExpressWay de Trucking HR](#), faciliteraient l'entrée des jeunes dans le secteur, tout comme les primes d'assurance, dont le coût élevé a été [cité comme un frein](#) pour les entreprises cherchant à embaucher de jeunes conducteurs.

En plus de ces mesures, la perception des opportunités dans les secteurs susmentionnés et dans d'autres rôles dans le secteur de la construction et des services publics doit être améliorée chez les jeunes de 15 à 29 ans, qui ont tendance à les considérer comme moins désirables, moins gratifiants financièrement et moins respectables que les rôles de cols blancs dans d'autres industries. Ce type de rôle permet aux jeunes d'acquérir des compétences sociales et de vie transférables qu'ils n'auraient peut-être pas acquises en travaillant derrière un écran, d'acquérir l'expérience (et la sécurité) du travail dans un environnement syndiqué et même de voyager un peu ! En sensibilisant les jeunes, en particulier au niveau de l'enseignement secondaire, aux choix de carrière disponibles dans les métiers, on pourrait orienter davantage de jeunes vers un secteur qui connaît une pénurie de main-d'œuvre et qui peut offrir une carrière financièrement enrichissante.

L'amélioration des systèmes de soins de santé dans tout le pays est un autre moyen de soutenir les jeunes et d'améliorer leurs perspectives pour cette année. Au Canada, étant donné que les soins de santé sont de compétence provinciale, l'augmentation des montants des transferts fédéraux aux provinces (actuellement environ 42 milliards de dollars) serait bénéfique pour tous les Canadien-ne-s, et pas seulement pour les jeunes. Cela serait compréhensible étant donné que le message initial et la raison principale des restrictions étaient d'alléger le fardeau du système – vous vous souvenez de l'aplatissement de la courbe ? –, il s'agissait d'améliorer la capacité à fournir des traitements, de permettre l'embauche de professionnels de la santé et, par extension, de faire en sorte que les jeunes et les entreprises se sentent plus en sécurité pour reprendre leurs activités.

Un tel transfert permettrait également aux provinces d'étendre et d'améliorer les services de santé mentale dont les jeunes ont tant besoin pour traverser la pandémie maintenant, et aussi pour faire face aux effets à plus long terme de la pandémie, à savoir l'isolement, la solitude et l'augmentation de la consommation de substances. Pour Emily, membre du conseil des jeunes du CCRJ, l'accès plus facile aux soins de santé par le biais de consultations ou de réservations virtuelles comme [evisitNB au Nouveau-Brunswick](#), est une chose qu'elle aimerait voir maintenue à l'avenir, citant les avantages de l'accessibilité, la facilité, la rapidité et la commodité avec lesquelles elle peut maintenant faire certaines choses comme renouveler des ordonnances ou obtenir une consultation. Heureusement, au CCRJ, nous avons conscience de nous-mêmes et nous comprenons qu'il est plutôt ironique que certaines des recommandations que nous proposons, comme l'expansion des services de santé mentale, impliquent des solutions hybrides ou à distance. Nous reconnaissons que l'arrangement à distance, en particulier pour les écoles/ISP, a été identifié comme étant principalement un problème dans sa forme actuelle, et non un avantage. Les solutions hybrides aux problèmes spécifiques des jeunes peuvent combler les lacunes et répondre aux problèmes spécifiques des jeunes, car elles sont flexibles. Mais le principal problème auquel les jeunes sont confronté-e-s est l'incertitude qui plane sur l'année 2022, qu'un cadre uniquement axé sur les solutions comme celui offert par les solutions hybrides ne peut résoudre. En effet, la pandémie et le virus lui-même sont en constante évolution, ce qui reflète à nouveau l'incertitude mentionnée précédemment. La solution ultime est que la pandémie prenne fin grâce à une vaccination plus répandue et équitable, non seulement au Canada, mais dans le monde entier, afin d'éviter la mutation de variants dangereux dans différentes parties du monde. La situation pandémique au Canada en janvier 2022 n'est pas celle que nous pensions avoir en juillet ou novembre 2021, et qui peut dire où nous serons dans 3, 6 ou 12 mois ? Nous, les jeunes, espérons une année meilleure que la précédente, avec plus d'espace pour maximiser notre potentiel et mener nos affaires.

« Je pense que beaucoup de jeunes ont perdu leur pouvoir personnel : cloîtré-e-s dans leur domicile se traduit par un manque de pouvoir et de contrôle sur leur vie (ce que l'on mange, que l'on voit, ce que l'on peut faire). Ou bien ils et elles doivent vivre si virtuellement qu'ils et elles perdent l'accès à la communauté. Il serait donc très important de permettre aux jeunes d'avoir plus de contrôle ou de pouvoir » - Paige, Conseil des jeunes du CCRJ.

Le Canada vieillissant – le recensement de 2016 situe l'âge moyen du pays à 40 ans – il est impératif de tenir compte de la population jeune au moment où nous nous remettons de la pandémie. Positionner les jeunes pour un avenir de prospérité ou du moins de stabilité signifie également qu'ils seront dans une meilleure position économique pour soutenir la population vieillissante du Canada par leurs contributions au système de sécurité sociale. Par conséquent, la population jeune du Canada, habituellement présentée comme l'avenir, doit être écoutée et mieux positionnée pour maximiser ce potentiel futur si souvent mentionné.